

COORDONNÉES DU DEMANDEUR

Adresse : _____
permanente du demandeur

Code postal : |_|_|_|_|_|_| Commune : _____

☎ : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Téléphone portable professionnel (facultatif) : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

N° de télécopie (facultatif) : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Courriel (facultatif) : _____

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDÉ

Donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de la présente aide et joindre un RIB :

Code établissement |_|_|_|_|_|_|_| Code guichet |_|_|_|_|_|_|_| N° de compte |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| clé |_|_|_|

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

Investissement immatériel (prestation de service, études, animation...)

Dénomination du territoire couvert par le projet (commune(s)*, pays, PNR, EPCI, etc): _____
** liste des communes ou annexe cartographique*

Investissement matériel

Localisation du projet : _____ Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|

Adresse précise du projet : _____

Commune(s)*: _____
**dans le cas où le projet se situe sur plusieurs communes : liste des communes ou annexe cartographique, indiquer le cas échéant la commune de rattachement du projet.*

Présentation résumée du projet

- Intitulé, contexte – (en particulier dans le cas d'un projet faisant l'objet de plusieurs tranches, objectifs): une dizaine de lignes.
- Rubrique à renseigner dans tous les cas, y compris si le projet fait l'objet d'une présentation détaillée.
- Vous devrez également joindre une note technique de présentation du projet conformément à la notice

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (cocher les cases nécessaires)

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre de la mesure N°:..... (précisez le N° de la mesure).

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle figurant dans la notice qui accompagne ce formulaire
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- Etre à jour de mes obligations fiscales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement
- Etre à jour de mes cotisations sociales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement
- Etre propriétaire des biens immobiliers sur lesquels l'implantation est projetée
- ou avoir obtenu de la part du propriétaire des biens immobiliers sur lesquels la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,

que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production / ma structure **ne relève pas** des installations classées.
 que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production / ma structure **relève** de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement, et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture.

Le cas échéant :

- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt de la présente demande d'aide.**
- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt d'une autre demande d'aide** valant autorisation de commencement
- Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC).
- Récupérer en totalité
- Récupérer partiellement la TVA

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité rappelées dans la notice
 - A informer le guichet unique de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
 - A permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite.
 - A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
 - A apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide,
A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans,
A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,
A communiquer le montant réel des recettes perçues à l'autorité de gestion.
A ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis ou du règlement (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis. (mesures concernées: 311, 312 et 313).

A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité... ,

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'autorité de gestion publie au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre des programmes de développement rural, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
a) pour tous les demandeurs			
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé.			
Une lettre de demande de subvention à chaque Président des collectivités sollicitées. La lettre doit être datée et signée par le représentant de la personne morale ou par la personne physique qui fait la demande en son nom propre en précisant le montant du financement demandé			
Une note technique de présentation selon le modèle figurant en annexe ou selon les indications fournies dans la notice			
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations, éventuellement fiches de paie antérieures...).			
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)			
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET ou n° PACAGE ou n° FINISS			
Tout document permettant de justifier de la situation du demandeur au regard de la TVA.			
En cas d'acquisition immobilière: un titre de propriété et un document justifiant le caractère onéreux si ce titre ne le spécifie pas.			
Pour les projets <u>d'immeubles et les travaux</u> : l'arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux, le plan de situation, le plan cadastral, le plan de masse des travaux.			
Le cas échéant le guichet unique pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet			
b) pour une collectivité ou un établissement public			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le maire ou le président à solliciter la subvention.			
c) pour un groupement d'intérêt public			
L'acte d'approbation ou convention constitutive du GIP			
d) pour une association			
Récépissé de déclaration en préfecture			
Dernier bilan et compte de résultat approuvé par l'assemblée ou dernière liasse fiscale			
Liste des membres du conseil d'administration ou du bureau			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement			
Statuts			
e) pour une société ou entreprise privée			
Preuve de l'existence légale (extrait K-bis, copie du formulaire Mo de déclaration de création de l'entreprise, déclaration TVA)			
Présentation de la structure demandeuse (sur la base de documents existants : plaquette, organigramme de présentation la structure qui demande l'aide...)			
Liste des aides publiques directes et indirectes [p.e. prêts bonifiés] perçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent document et notamment celles reçues au titre des règlements de minimis ((CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 ou (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.)			
Dernière liasse fiscale			
Statuts			

f) pour une personne physique

En l'absence de n° SIRET ou de n° PACAGE : copie d'une pièce d'identité			
Éléments justifiant de l'existence de l'indivision et des noms des personnes composant l'indivision (le cas échéant)			
Attestation d'affiliation à la MSA (mesure 311) Déclaration de revenus lorsqu'une aide du Conseil Général du Gard est sollicitée pour la construction ou la requalification d'hébergements			

g) pièce spécifique à la mesure 311 (Si des crédits de la Région Languedoc Roussillon sont sollicités au titre du dispositif IDEA)

Document IDEA "Diagnostic et Projet d'exploitation complété" Attestation d'adhésion à une démarche de structuration de filière (démarche collective circuits courts, réseau de promotion de l'agritourisme, démarche de mise en réseau des produits Sud de France, démarche collective de la filière équine)			
---	--	--	--

h) pièce spécifique à la mesure 313

Attestation d'engagement dans une démarche qualité			
--	--	--	--

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,
 j'autorise
 je n'autorise pas ⁽²⁾
l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.
⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à _____

le _____

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*):

Cachet du demandeur

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au guichet unique désigné pour ce dispositif.